



Martin Häusling, membre du Parlement européen, porte-parole pour l'agriculture Verts/ALE

Accord de libre-échange MERCOSUR¹ – Pas de marchandages avec l'Amérique du Sud

Une longue attente n'implique pas obligatoirement un résultat à la hauteur...

Cela fait 16 ans que le Mercosur et l'UE négocient un accord de libre-échange. L'accord UE-Mercosur serait le plus important jamais conclu par l'UE. Étant donné que les pays du Mercosur exportent six fois plus que le Canada, cet accord aura une portée beaucoup plus vaste que le CETA, par exemple. En matière de protection des consommateurs, les obstacles non tarifaires constituent le point crucial, comme pour le CETA. Les normes et les règles relatives à la protection de la santé, des consommateurs et de l'environnement, telles que l'interdiction d'importer de la viande aux hormones ou l'étiquetage des denrées alimentaires génétiquement modifiées, font partie de ces obstacles non tarifaires qui ont régulièrement fait capoter les négociations de l'OMC.

Le bloc du Mercosur exporte principalement des produits agricoles et des matières premières, tandis que l'UE fournit essentiellement des machines et des produits chimiques à l'Amérique du Sud. Dès le début des négociations, l'agriculture a été l'une des pierres d'achoppement les plus importantes. Les puissants producteurs agricoles du Mercosur font du forcing pour entrer sur les marchés de l'UE et regardent d'un mauvais œil les subventions élevées accordées aux agriculteurs européens, tandis que ceux-ci considèrent, à juste titre, une augmentation des importations de produits agricoles d'Amérique du Sud comme une menace existentielle. D'un autre côté, la réticence du bloc du Mercosur envers la libéralisation du secteur manufacturier est principalement due à la faible compétitivité de son industrie.

Dans une résolution adoptée en 2011, le Parlement européen a invité la Commission à présenter une analyse d'impact détaillée sur l'ouverture des marchés agricoles de l'UE au bloc commercial du Mercosur. Une étude réalisée alors par le Centre commun de recherche à la demande de la Commission européenne en 2011 a révélé des effets partiellement très négatifs à attendre sur le secteur européen de la viande bovine. Sous la pression de la France et de douze autres pays de l'UE, dont l'Irlande et la Pologne, les produits agricoles controversés tels que la viande de bœuf et l'éthanol n'ont pas été inclus dans l'offre d'accès au marché européen de mai 2016.

1

(MERCOSUR = communauté économique sud-américaine qui regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Venezuela. Actuellement, le Venezuela en est exclu et la Bolivie est en cours d'association)



Personne n'en parle plus aujourd'hui. La dernière offre portait sur l'importation en franchise de droits de douane de 100 000 tonnes de viande bovine dans l'UE. Or le «scandale de la viande avariée» au Brésil a montré à quel point nous sommes peu protégés en Europe de l'arrivée de tels produits chez nous.

Qu'est-ce qui est en jeu pour le secteur alimentaire européen et latino-américain ainsi que pour les populations, les animaux, l'environnement et le climat?

Ce qui est susceptible d'être négocié ici ne sera pas sans conséquences fatales pour certains pans de l'agriculture européenne ainsi que pour la nature et les populations d'Amérique du Sud. Si au moins 100 000 tonnes de viande bovine entrent sur le marché de l'UE en franchise de droits, cela marquera ici la fin de l'élevage au pâturage particulièrement respectueux du climat, tandis qu'en Amérique du Sud de nouvelles forêts pluviales et sèches seront défrichées et des populations déplacées. Un accord d'une telle teneur ne respecte pas la nature, les droits de nos paysans, pas plus que ceux des paysans autochtones opprimés d'Amérique du Sud. Qui plus est, un accord qui intensifie la déforestation et entrave des pratiques respectueuses du climat en Europe (et en Suisse) est incompatible avec l'Accord de Paris sur le climat.

Pour l'Europe, l'accord du Mercosur signifie que les marchés vont être inondés de soja génétiquement modifié, d'agrocarburants ainsi que de viande d'origine et de qualité douteuses. En effet, la viande de bœuf produite en Amérique du Sud n'a plus rien à voir avec de la viande de pâturage. Elle provient de parcs d'engraissement qui ne sont rien d'autre que de l'élevage industriel comme chez nous – mais sans toit.

Pour les pays du Mercosur, il ne peut pas être souhaitable d'ancrer les structures traditionnelles dans des relations bilatérales. En l'état actuel des négociations, le rôle du bloc du Mercosur en tant qu'exportateur de matières premières agricoles et minières (au détriment de l'homme et de l'environnement) serait conservé, même si l'exportation de biocarburants (là aussi au détriment de l'environnement) permettait, par exemple, d'augmenter partiellement la création de valeur. Dans l'ensemble, l'UE devrait en tirer plus d'avantages grâce à l'augmentation de ses exportations de produits manufacturés.

À quoi pourrait ressembler un accord de libre-échange équitable avec les pays du Mercosur?

S'agissant des objectifs mondiaux de développement durable (ODD) universellement reconnus, les accords commerciaux doivent généralement s'efforcer d'harmoniser les normes du droit du travail, de la santé, de l'environnement et des consommateurs au niveau le plus élevé possible pour les deux parties. La protection des ressources et de la santé ainsi que les droits de l'homme sont encore considérés dans la logique du libre-échange comme des obstacles au commerce, qui ne génèrent que des coûts, et non pas comme des principes auxquels aspirer pour un commerce équitable et pour assurer l'avenir; c'est pourquoi il convient de les réprimer. Une façon de voir les choses qu'il



Die Grünen | Europäische Freie Allianz
im Europäischen Parlament

serait bon de changer rapidement. D'autant plus qu'il n'est pas franchement pertinent de faire traverser les océans à certains produits, au rang desquels la viande bovine.

La négociation et la conclusion d'un accord de libre-échange, tel que celui programmé entre l'UE et le Mercosur, ne devraient être envisagées qu'à condition d'avoir identifié en amont les risques sociaux, environnementaux et ceux relevant des droits de l'homme et d'avoir pris des mesures pour les endiguer. La finalisation d'accord ne devrait intervenir qu'une fois la garantie obtenue que l'accord d'association renforce les droits sociaux ainsi que le respect des normes internationales des droits de l'homme, du travail et de l'environnement.

Par ailleurs, il est nécessaire de réformer radicalement l'ensemble du processus de négociation des accords de libre-échange. Les documents de négociation tels que les exigences de libéralisation et les projets de texte du traité doivent être communiqués et accessibles à toutes les parties intéressées.

>> L'initiative pour des aliments équitables (Fair Food) vise à soutenir une agriculture durable et respectueuse des animaux ainsi que des producteurs et des transformateurs régionaux. C'est important et souhaitable, car des produits alimentaires régionaux et issus de cultures écologiques en sont la meilleure garantie. Ils présentent des avantages considérables en réduisant la pollution des sols et de l'eau, en protégeant davantage le climat et en diminuant considérablement les pollutions dues aux pesticides. Le label bio répond aussi à la norme la plus élevée en matière de protection des animaux.

Voir aussi:

<https://www.martin-haeusling.eu/themen/welthandel-und-welternaehrung.html>

<http://jose-bove.eu/mercosur-la-commission-europeenne?lang=fr>